JUEVES
24 DE OCTUBRE

Año II Número 38

Redacción y Administración:
35, Avenue FOCH, Paris (16)
Telf: KLE 10-16

Precio del ejemplar: 5 fr.

la nouvelle Espagne

HEBDOMADAIRE D'INFORMATION

FRANCO a dit:

« C'est en Espagne que la guerre mondiale a commencé. Sans l'appui de l'Espagne « nationale » ni l'Allemagne ni l'Italie n'auraient connu leur triomphe présent »

(Discours du 19 Juillet 1941.)

UN ARTICLE DE NOEL BAKER

L'Espagne est une pierre de touche « Notre aide aux forces démocratiques devrait s'étendre par le rétablissement des relations avec les républicains »

NOTRE VOIX

La croisée
des chemins

Si l'on fait un examen sincère des paroles prononcées par Mr. Byrnes le 19 du mois en cours devant le micro, il faut reconnaître qu'elles laissent peu d'espoir à un adoucissement de la tension existant entre les nations appelées occidentales et l'Union Soviétique.

Les présages et les appels de Mr. Wallace lors de son fameux discours que nous avons opportunément commenté, se concrétisent et se profilent à une vitesse telle qu'il semble logique d'attendre à bref délai un nouvel appel du grand ami du Président Roosevelt.

Quand le Ministre des affaires étrangères d'une grande puissance déclare en public que ne sont pas les articles traités lors de la Conférence de la Paix de Paris qui constituent la partie la plus gênante

LORSQUE la Chambre des Communes discutera au cours des semaines à venir les affaires extérieures, l'Espagne constituera—à moins qu'il n'ait pas eu un changement radical de notre politique envers elle—, un thème fréquent dans les discours du gouvernement en réponse à ceux des députés. Les diplomates récalcitrants (exasperated) du Foreign Office, section d'Occident, se demanderont probablement pour quelle raison on insiste tellement, parmi les problèmes vivants de l'Europe, sur le thème singulier de l'Espagne fasciste.

Voici la réponse que, à mon avis, donnerons la plupart d'entre nous :

A tort ou à raison, l'Europe croit que le Gouvernement britannique craint qu'il puisse avoir un changement en Espagne et que, pour cette raison nous sommes disposés à tolérer la continuation de la dictature actuelle. Ma conviction est, comme suite à ma récente visite à ce pays, que les effets de la diplomatie britannique depuis les élections de 1945 ont réussi à consolider et à grouper les réactionnaires derrière le Général Franco et à frustrer et à interdire l'opposition démocratique. Je pense que notre diplomatie est mauvaise pour trois raisons :

1.° Le mouvement travailliste est obligé d'une façon inéluctable par ses actes antérieurs, par sa conduite et par ses promesses à rétablir la démocratie espagnole, il serait immoral et malhonnête de notre part d'abandonner aujourd'hui cette cause.

2.° La nouvelle non-intervention est en train d'entraîner

de ces deux moments psychologiques, toute l'Espagne attendait favorablement le changement. Alors, une plus grande pression contre le régime et un peu plus d'encouragement pratique à l'opposition auraient amené — j'en suis convaincu — la fin du fascisme espagnol. Certes, le problème est aujourd'hui plus complexe. Nous qui faisons partie du mouvement du travail dans la nation britannique, nous devons nous rappeler, dans notre impatience pour apporter un appui plus vigoureux à la République espagnole, qu'il serait dangereux de simplifier de trop les difficultés pratiques. Si nous agissions de la sorte, nous serions un jouet entre les mains de ceux qui souhaitent qu'il n'y ait pas de changement.

Il y a trois facteurs que nous ne devons pas oublier :

1.° Tous les groupements démocratiques de résistance espagnole qui sont, soit dit en passant, beaucoup mieux or-

Reunión de la Junta Permanente de Estado

A YER se reunió la Junta Permanente de Estado, bajo la Presidencia de D. Diego Martínez Barrio, Presidente de la República, y con la asistencia del Presidente del Consejo de Ministros, D. José Giral ; del Presidente de la Generalidad de Cataluña, don José Irla ; del Presidente del Gobierno Vasco, don José Antonio de Aguirre y del ex-Presidente del Consejo, don Augusto Barcia. Actuó como Secretario el que lo es de la Presidencia de la República, D. Bernardo Giner de los Ríos.

Excusó su asistencia el Presidente interino de las Cortes, D. Luis Fernández Clérigo, y dejaron de concurrir por diversas razones los ex-Presidentes del Consejo de Ministros don Manuel Portela Valladares, don Santiago Casares Quiroga y don Juan Negrín López.

El Sr. Giral hizo ante los reunidos una extensa exposición de los trabajos por él realizados como Presidente del Consejo de Ministros y Ministro de Estado, desde el traslado del Gobierno a Francia, especialmente en lo que se refiere a política internacional. En el informe dió cuenta de los problemas planteados, de sus

IN MEMORIAM

En el sexto aniversario del martirio de Luis Companys

HACE seis años que Luis Companys encontraba en los fosos del Castillo de Montjuich una muerte gloriosa.

Soñando con el « nazismo »

Los franquistas esperan que Von Papen sea el « Führer » de la nueva Alemania

LOS franquistas siguen soñando con la resurrección de la Alemania « nazi ». Los comentarios publicados en todos sus periódicos con motivo de la sentencia de Nuremberg prueban, de una parte su sentimiento por la desaparición de los once grandes criminales de guerra, y, de otra, la viva satisfacción con que han registrado la puesta en libertad de Von Papen y del doctor Schacht.

Especialmente lo que más ha complacido a los franquistas es la absolución de Von Papen, quien estuvo complicado en los manejos diplomáticos de Alemania durante la guerra civil española. Y ello es natural, porque alguna vez tenían que ser agradecidos los falangistas. Ven éstos en Von Papen al personaje capaz de asumir en un periodo de tiempo más o menos largo las funciones de dirección de un nuevo movimiento germánico que sería tan amenazador para la paz del mundo como el « nazismo ».

Los falangistas y sus compinches los monárquicos españoles llegan a declarar con el mayor impudor que los jefes alemanes no eran tan culpables como ha declarado el tribunal de Nuremberg y en cuanto a Von Papen se permiten afirmar con todo cinismo que era un adversario de las doctrinas « nazis », no obstante haber sido un servidor entusiasta de ellas.

**ACTUALIDAD
MUNDIAL**

**Le ministre d'Etat
britannique condamne
énergiquement le gou-
vernement de Franco**

Nous relevons du « Times » du 15 du mois en cours, que le Ministre d'Etat britannique, Mr. Mc Neil, en réponse à un député travailliste, a déclaré devant la Chambre des Communes :

« Le gouvernement de Franco nous répugne profondément. » Puis, il a ajouté : « Le Gouvernement britannique a rendu public ce fait à plusieurs reprises ainsi que par des notifications diplomatiques. »

...ne sont pas les articles traités lors de la Conférence de la Paix de Paris qui consti-

tuent la partie la plus gênante, mais tension constante, sinon croissante, les Etats-Unis et la Russie, la première pensée et la première réaction est que le moment de la rupture définitive approche. Cette impression est plus nette quand on met en rapport cette affirmation avec un autre des passages de son discours, celui où il déclare que le développement de la compréhension et de la sympathie entre l'U. R. R. S. et les Etats-Unis est une épreuve très difficile pour les hommes d'Etat. Mr. Byrnes donne l'impression qu'un poids trop lourd pour lui pèse sur ses épaules, et ce sentiment d'impuissance ne l'aidera pas à sortir du bourbier présent. Il est vrai que le Secrétaire d'Etat américain insiste sur le fait qu'il est nécessaire de tendre la main à l'Union Soviétique et à tous les peuples las de la guerre, mais il est possible que le système de rendre responsable des difficultés présents à ce que le Secrétaire d'Etat appelle l'incompréhension Soviétique ne soit pas le meilleur pour améliorer la situation. Le chemin vers une intelligence et pour éclaircir l'atmosphère raffinée n'est pas celui de se croire sans tache, jetant toutes les fautes sur les autres. Le véritable chemin est de se forcer à obtenir l'entente désirée sans trop insister sur les différences et en essayant de trouver les points communs sur lesquels on puisse établir le contact. Une fois que celui-ci aura été obtenu, et que les motifs de friction auront été dissipés, on pourrait travailler sur un terrain de coïncidences toujours existants et qu'on peut trouver à condition de mettre tout l'intérêt que la cause de la paix exige. Les commentaires que le discours de Mr. Byrnes a menté en Angleterre, aux Etats-Unis et un peu partout montrent clairement : la méfiance ; la crainte que les désirs qu'il a exprimés restent sans lendemain et que la tension continue d'augmenter. En résumé, on craint que, l'Assemblée Générale de la O. N. U. ouvre les séances

...tre part d'abandonner aujourd'hui cette cause.

2.° La nouvelle non-intervention est en train d'entraîner les espagnols vers les extrêmes ; chaque jour qui s'écoule rend plus difficile le retour au gouvernement démocratique, sans verser du sang.

3.° Car c'est principalement à cause de l'Espagne que la gauche démocratique est en train de perdre la foi dans notre direction et dans nos buts et il s'agit là d'amis dont nous ne pourrions nous permettre d'aliéner leur confiance et leur sympathie.

Nous avons déjà manqué deux grandes occasions, c'est-à-dire la fin de la guerre et l'avènement au pouvoir des travaillistes en Angleterre. Et au

1.° Tous les groupements démocratiques de résistance espagnole qui sont, soit dit en passant, beaucoup mieux organisés et beaucoup plus unis que ne le pense le Foreign Office — repoussent la possibilité de renverser le régime par la force. Pour des raisons pratiques ils ne peuvent, ou pour des principes politiques, ils ne veulent rien faire qui puisse provoquer une deuxième guerre civile.

2.° Qui est une conséquence de l'antérieur. Les démocrates espagnols ne peuvent se libérer par leur seul effort. Comme il arrive trop souvent dans l'histoire contemporaine de l'Espagne, c'est l'armée qui domine la situation politique. La (Sigue a la tercera página)

pecialmente en lo que se refiere a política internacional. En el informe dió cuenta de los problemas planteados, de sus intervenciones ante el Consejo de Seguridad de la O. N. U. y de la situación presente, así como de las perspectivas que ofrece la reunión inminente de este organismo y de la Asamblea de la O. N. U.

La Junta permanente de Estado escuchó con gran interés esta exposición y felicitó calurosamente al Presidente del Gobierno, alentándole para que en Nueva York y cerca de las Naciones Unidas inste el pleno reconocimiento de los derechos de España.

La reunión había sido convocada a petición del Presidente del Consejo de Ministros.

EN NUEVA YORK

Ya ha comenzado sus tareas la Asamblea general de la O. N. U. A ella asistirá el Jefe del Gobierno, señor Giral

Cuando este número de «La Nouvelle Espagne» entra en máquina, habrá comenzado sus tareas, en Nueva York, la Asamblea General de la O.N.U.

Es de esperar que en estas trascendentales deliberaciones se examinará el problema político español y que, con respecto a él, las grandes potencias democráticas observarán una actitud congruente con la posición que las mismas adoptaron cuando el asunto fué debatido en el seno del Consejo de Seguridad en el cual, como se recordará, quedaron virtualmente aprobadas las proposiciones del Subcomité que estudió el problema de España y que establecían, entre otras cosas, que « el Consejo de Seguridad deberá traer a la Asamblea General los informes del Subcomité acompañados de una documentación en tales términos que, a menos que el régimen de Franco hubiese sido abolido y que las otras con-

diciones de libertad política indicadas en la declaración no se hallan plenamente cumplidas, a juicio de la Asamblea General, esta última adopte una resolución recomendando a cada miembro de las Naciones Unidas bien que rompan inmediatamente las relaciones diplomáticas con el régimen franquista o la aplicación de sanciones. »

A las reuniones de la O.N.U. asistirá, como a las anteriores, el Presidente del Consejo, señor Giral, acompañado de otros miembros del Gobierno.

LA ASAMBLEA BRASILEÑA CONTRA EL FRANQUISMO

RIO DE JANEIRO. — La Asamblea Constituyente ha aprobado una disposición condenando la política represiva del régimen franquista.

Las "Trade Council", de Birmingham, piden al Gobierno inglés la ruptura con Franco y el reconocimiento del Gobierno legal

La organización de los «Trade Council», de Birmingham, ha dirigido al Jefe del Gobierno, doctor Giral, un escrito comunicándole que en la Conferencia de delegados celebrada por aquel Consejo Sindical el 3 de Octubre, se acordó unánimemente y en medio del mayor entusiasmo apoyar plenamente la vigorosa actitud adoptada por la Federación Sindical Mundial y por el Congreso de las « Trade-Unions » contra la supervivencia del fascismo en España que constituye una amenaza para la paz del mundo. Las « Trade Council » reclaman del Gobierno laborista de Inglaterra la ruptura de relaciones diplomáticas y comerciales con la España franquista y el reconocimiento del Gobierno Giral « que representa a todas las fuerzas que luchan contra el franquismo en España ». Las « Trade Council » piden a los delegados que efectúen, por todos los medios, acciones conducentes a la paralización de todo tráfico con la España actual.

HA CE seis años que Luis Companys encontraba en los fosos del Castillo de Montjuich una muerte gloriosa.

Conoció personalmente a Luis Companys en las Cortes Constituyentes. Bien pronto el conocimiento se elevó al rango de amistad, el más puro y noble de los sentimientos sociales. La amistad es en lo social, lo que el amor en la familia o la caridad en la religión, el sentimiento radical en que estriba y de que se nutre la vida y la obra del hombre.

Nuestra amistad nació de la comunidad de afectos e ideas. Ambos considerábamos que la Libertad es el fundamento de toda verdadera política avanzada. Los ignorantes y los advenedizos suelen disimular su es-

No ; Cataluña es como era Luis Companys, su último presidente : más fácil de conllevar cuando se la ama que cuando se la hostiga ; más conmovible que convencible ; generosa de sí misma cuando se la gana, hosca y zahareña cuando se la conquista ; dúctil a la insinuación, rebelde e irascible ante el imperio. El más grande de los españoles, Miguel de Cervantes, por boca de don Quijote, expresó mejor que nadie la intimidad del alma catalana, en su inmortal elogio de la ciudad de Barcelona.

Las cosas son como son, y como son han de aceptarse

por
FERNANDO VALERA

píritu reaccionario con la extremosidad, el escándalo o el desafuero ; pero el hombre libre sabe que sólo el sentimiento de la Libertad humana — de la libertad de cada hombre — otorga títulos legítimos de revolucionario. Y todas las demás afinidades morales entre nosotros, derivaban de esta primordial coincidencia en el culto de la Libertad.

Luego, él era un catalán, tan de su tierra y su pueblo, que había de personalizarlo y presidirlo ; pero por eso mismo, un español de la grande e inmortal España. Yo, por mi parte, en el rincón de mi modestia, era y sigo siendo un español de mi tierra y mi pueblo que siento a Cataluña como una de las piedras vivas del templo de mi patria como uno de los órganos esenciales en cuya perfecta compenetración y armonía consiste la integridad vital del cuerpo místico de España, de ese « corpus unum et mysticum » de que hablara hace siglos el Padre Suárez.

Luis Companys era, como todo verdadero catalán, un sentimental. Su palabra, fulguración de emociones. Una falsa percepción de las cualidades y defectos de los pueblo peninsulares, suele presentar al catalán ante los demás españoles en la figura del viajante de paños que lleva hasta los más apartados lugares los primeros de las industrias vernáculas. El que haya vivido y sentido desde niño a la verdadera Cataluña, en la intimidad del alma popular — hogar, música, poesía, religión, paisaje, trabajo —, sabe que Cataluña es predominantemente sentimental, quizás hasta el defecto. Los errores históricos del pueblo catalán — casi siempre paladín de causas perdidas — se compaginan mal con un alma calculadora, egoísta e interesada.

quienes gobiernan pueblos. Desconocerlos y pretender contra natura refundirlos, confundidos, es muchas veces alejarlos, arruinarlos y dividirlos.

Así la política torpe de la primera dictadura, llevó a un 14 de Abril en que, al proclamarse la República Catalana, podía haberse iniciado la desmembración de España, si los catalanes que dirigieron el movimiento, Maclá y Companys, hubieran tenido la misma mentalidad que Primo de Rivera.

Así también la República logró « recordar » — inventó la palabra defendiendo en las Cortes el Estatuto — a Cataluña en España. Y cuando se promulgaba el Estatuto (con sus defectos y errores que todos comprendemos), Luis Companys no encontró mejor expresión de su alegría de catalán que aquel emocionante VI-VA ESPAÑA, que para la eternidad quedó clavado en el recinto del Parlamento.

Luis Companys ha muerto. Digámoslo claro : le han asesinado por catalán. El odio del vencedor hubiera querido fusilar en su persona a Cataluña entera.

A pretexto de defender la unidad de la Patria, han abierto una frontera de sangre entre miembros de su « cuerpo uno y místico ». Los que de veras amamos, con amor que es sacrificio, a esa realidad eterna e indisoluble que se llama ESPAÑA ; los que estamos dispuestos a defender su unidad y permanencia, sin vacilaciones ni tibiezas, contra los desmembradores de aquende y allende esa frontera de sangre, sentimos escocer en el alma el terrible desgarrón de que se ha hecho víctima a nuestra Patria.

(Sigue pág. 3)

que era un catalán... doctrinas « nazis », no obstante haber sido un servidor entusiasta de ellas.

Como un botón de muestra del juicio tan halagüeño que Von Papen merece al franquismo publicamos a continuación un párrafo de un artículo publicado por « El Pensamiento Navarro », de Pamplona, el 4 de Octubre :

Dice así : « Von Papen, gran diplomático sirvió a su patria como tal, pero en nada más intervino, prueba de ello la abso-lución por un Tribunal que tantas ganas tenía de castigar, aunque ahora reclamen los sediciosos de la violencia. Si después de esta abso-lución a Von Papen le dejan en paz y vuelven a la vida activa en su pueblo, aun puede ser uno de los que lo encaucen, conduzcan y lo salve. »

El Presidente de Filipinas rechaza una condecoración que le ha otorgado Franco

El 12 de octubre, el Gobierno franquista concedió al nuevo Presidente de Filipinas la Gran Cruz de la Orden de Carlos III.

Pero en una conferencia de prensa, el Presidente Rojas ha hecho saber que él no aceptaría esta distinción de parte de un Gobierno fascista como el de Franco.

El colmo del estraperlo La policia hace mercado negro con la libertad de los ciudadanos

Con motivo de un congreso eucarístico que se ha celebrado recientemente en Pamplona, el comisario de policía de esta ciudad ha ordenado, como medida preventiva, el encarcelamiento de todos los antifranquistas que estaban en situación de libertad vigilada. Más de 500 personas estaban comprendida en esta situación.

Las familias de los detenidos recibieron un aviso de la policía, en el cual se les notificaba que los detenidos podrían ser puestos en libertad mediante el pago de 500 pesetas. Tal cantidad no constituye una multa que compense la libertad de los detenidos, sino un negocio más demostrativo de la inmoralidad que corroe el aparato estatal del falangismo.

rendu public ce fait à plusieurs reprises ainsi que par des notifications diplomatiques. » Il a également signalé que l'hostilité à établir le blocus de l'Espagne franquiste n'obéit pas à des tolérances avec le régime mais que « l'on interpose comme paravent le peuple que nous voulons aider, car nous voulons atteindre Franco et son gouvernement, ses ministres et ses fonctionnaires, mais nous voulons aider le peuple. »

Il y a, nonobstant, dans les déclarations du ministre anglais, une suggestion heureuse, celle d'organiser une communauté de nations beaucoup plus ample, comprenant les Etats-Unis, le Brésil et l'Argentine, afin d'établir le blocus du régime fasciste. Celle-ci est précisément la thèse du Président Giral, et celui-ci est l'espoir que les républicains espagnols ont mis dans la communauté des nations alliées.

Nous comprenons bien qu'il n'y a pas lieu à attendre de la part de la prudente politique anglaise un geste romantique et généreux comme celui de la France qui a su tracer le chemin de la justice au détriment du profit immédiat, en le sacrifiant intelligemment à l'intérêt permanent de la nation française. Mais si ce désir d'aider le peuple espagnol est aussi ferme comme il semble se dégager des paroles du ministre anglais, et si l'on considère que le blocus d'une communauté de nations contre Franco serait efficace, en plus que juste (ce que personne ne met en doute), alors, pourquoi l'Angleterre ne prend-elle pas la tête de cette idée heureuse devant l'Assemblée des Nations Unies où il existe déjà cette communauté de nations qui est nécessaire pour mener à bien l'action envisagée ? Car un geste semblable rendrait à la politique extérieure britannique l'estime et la confiance qu'elle est en train de perdre parmi les petites nations, une estime et une confiance que le peuple britannique avait conquises et bien méritées lors de sa conduite exemplaire et héroïque au cours de la guerre pour la liberté contre le totalitarisme.

D'autre part, une meilleure information convaincrat le gouvernement anglais que ses craintes sont injustifiées, car, étant donné le genre du commerce extérieur espagnol, exportateur surtout de produits alimentaires, le blocus économique aurait pour conséquences immédiates que le peuple espagnol, affamé par la politique économique du fascisme, disposerait d'un plus grand volume de produits alimentaires, tandis que Franco disposerait d'un nombre plus réduit de devises pour soutenir son ar-

(Suite page 3)

La guitare de Franco ou l'indésirable sérénade.

La guitare de Franco, ou l'indésirable sérénade.

(Suite page 3)

CRONICA • REPORTAJES • CRITICA

RECUERDOS

REHABILITACION

CUENTAN de un inglés, viajero por España en uno de los años anteriores a la Dictadura de Primo de Rivera, que viendo y padeciendo el lamentable estado, entonces, de las carreteras de nuestro país — eran quebranta huesos — dijo: « son malísimas pero están llenas de buenas intenciones ». De tales calificaba los montones de grava apilada en sus márgenes, que a fuerza de llevar años sin empleo, se llenaban de jaramagos y, podía pensarse, habían sido colocados, allí, con fines ornamentales más que con idea de utilizarlos en arreglos necesarios.

Es probable, casi seguro, que el compatriota de George Borrow, tan buen observador y tan agudo comentarista como su andariego antecesor, Don Jorgito el de las Biblias amplió el concepto, aplicando « las buenas intenciones » a otra porción de aspectos de la vida española.

Uno de ellos — el que ahora me interesa para ir hilvanando mi artículo — es nuestra legislación. Toda: la civil y la penal; la de antes y la de ahora; caducada o en vigor, es, en su letra y en su espíritu, símbolo expresivo de nuestras buenas intenciones, a la par que su puesta en práctica resulta siempre desastrosa.

Solo se salvan de esa incongruencia, inmoral, las leyes no escritas; derecho consuetudinario, ejecutivo en su aplicación, que rige en muchos pueblos españoles y regula y ordena, servicios y actividades, de tanta importancia para la vida rural, como el riego. Ejemplo: el Tribunal de las Aguas de Valencia, dictando, hoy, de viva voz, sin nada escrito, en la plaza pública, sentencias inapelables que acatan y cumplen todos.

Muestra de lo contrario que por desgracia es lo característico y más abundante: Las Leyes de Indias. Sus disposiciones constituyen avances sociales, que solo, pasados siglos, se lograron en otros países. Ellas, sin embargo, por su falta de estricta y efectiva aplicación, hicieron al Padre Las Casas reaccionar — para honra de españoles dignos — contra el trato dado a aquellos indígenas a los que la legislación, teóricamente, protegía.

Donde digo, « Leyes de Indias », pongo, ahora, « Ley de Redención de Penas por el Trabajo » y donde digo « indios » pongo « presos políticos republicanos ». Siento no hallar, entre los clérigos españoles actuales, persona con la que sustituir al apostol defensor de indios desamparados. Hay uno, cuyas charlas semanales en la B.B.C. de Londres, pronunciadas los jueves, le hacen acreedor a nuestro reconocimiento; pero es sacerdote inglés o por lo menos así parece indicarlo su nombre. Ojalá, como sospecho, sirva solo el apellido británico para ocultar el suyo verdadero y este sea el de un español, que saive, con su limpia conducta, clarísimas lecciones y juicios objetivos, el silencio e inactividad de otros compañeros suyos y compatriotas nuestros, sacerdotes católicos, impasibles ante la descristianización de España.

Para satisfacción del culto locutor de la B.B.C. quiero, aquí públicamente, decirle que en las cárceles los presos, de unas u otras ideas políticas y religiosas; los españoles en libertad dentro de España y los que ahora veo en el destierro oyen, los que pueden y los demás leen sus charlas. Por ellas le tienen un cariño agradecido que es premio, envidiable, a su apostolado. Realiza él, con sus conferencias, una catequesis de resultados tangibles que no han sabido o querido hacer otros, colocados en circunstancias más favorables — la adversidad acerca a Dios más que la buena fortuna — y desaprovechadas para esa misión. Hay excepciones, claro, entre los capellanes de prisiones, pero son en tan escaso número que confirman la regla.

UNA GESTION DE M. PAUL RIVET

FRANCIA

acoge a seis españoles que buscaban refugio en Holanda

EL 14 de Septiembre llegó al puerto de Amsterdam el vapor holandés « Oranjefontein » a bordo del cual se encontraban seis españoles republicanos. No publicamos sus nombres porque residiendo en España sus familiares consideramos un deber de conciencia sustraer a estos a las represalias de las autoridades falangistas, represalias seguras porque constituyen uno de los procedimientos más característicos de la acción que desarrollan los franquistas en su designio — nunca logrado — de neutralizar a sus adversarios políticos o de desarticular la resistencia.

EVADIDOS...

Dichos republicanos habían conseguido embarcar clandestinamente en el puerto de Tenerife, huyendo así de la persecución falangista. Como el Gobierno de Holanda no otorga el derecho de asilo, las autoridades de Amsterdam conminaron a dichos republicanos a que abandonaran el territorio holandés, en el mismo barco, el 4 de Octubre, fecha fijada para el viaje de regreso del « Orangepontein » a España.

El peligro de que estos republicanos fueran entregados al falangismo era evidente. Sólo una intervención rápida en su favor que les facilitase refugio en otro país podía salvarlos.

Conocedor de la triste suerte de aquellos compatriotas nuestros, el diputado francés Mr Paul Rivet, gran amigo de la República Española, efectuó una gestión cerca del Gobierno de Francia y obtuvo para los fugitivos la autorización necesaria para entrar en este hospitalario país.

Los seis republicanos españoles han sido acogidos en tierra francesa merced a la generosidad del Gobierno que preside el señor Bidault y gracias

Conversando con los evadidos.

« EN ESPAÑA EL SENTIMIENTO REPUBLICANO ES MAS FIRME QUE NUNCA »

Hemos tenido ocasión de hablar con estos seis compatriotas, que se hallan ya en tierra francesa. Tres de ellos son de Tenerife y allí vivían en un estado de permanente inquietud, burlando la persecución de la policía falangista. Habían estado en la cárcel durante algún tiempo, pues fueron detenidos al iniciarse la guerra civil. De la cárcel pasaron al campo de concentración y últimamente en régimen de libertad condicional, arrastraban una existencia miserable, ya que les era imposible trabajar por carecer del carnet de Falange. Solamente podían ocuparse en pequeñas faenas.

Nos han dicho que en Canarias — como en el resto de España — la situación es angustiosa. Las persecuciones contra los elementos republicanos son cada día más intensas y el trato que se da a los detenidos es de la mayor crueldad. La policía falangista incrementa sus redadas y las prisiones están abarrotadas. El número de obreros parados es crecidísimo; la falta de materias primas tiene en inactividad muchas fá-

bricas — que cobran 8,50 pesetas el peón y 12 pesetas el obrero especialista — no trabajan más que tres días a la semana. Igual sucede en los puertos, en los cuales la jornada de trabajo es irregular por ser muy reducido el tráfico marítimo a consecuencia de la situación de aislamiento en que España se encuentra. Como dato revelador del menosprecio en que se tiene el trabajo de los jóvenes en la España de Franco diremos que uno de los evadidos, de 17 años de edad, trabajaba en Tenerife en una barbería, en calidad de aprendiz adelantado y cobraba solamente seis pesetas semanales, sin gozar de alojamiento ni alimentación en la peluquería.

Otros dos son de Sevilla. Ambos han pasado en la cárcel largos períodos, en diferentes épocas. Fueron detenidos al comenzar la guerra civil, liberados tres años después, y de nuevo encarcelados. Uno de ellos huyó a Francia, fué detenido por los alemanes y enviado a Austria para trabajar en una fábrica de guerra. A la liberación de Austria pasó a Bélgica y de allí regresó a España en la creencia de que la represión habría disminuído. Ha vivido once meses oculto, hasta que pudo, en unión de su hermano, abandonar la península y trasladarse a Canarias. Igualmente nos facilitan detalles acerca de la situación en España, que son coincidentes con los suministrados por sus otros compañeros de evasión.

En toda Andalucía el hambre es espantosa y la crisis de trabajo adquiere proporciones aterradoras. Desde luego, para

El racionamiento es insuficiente. Ello hace que el coeficiente de tuberculosos, sobre todo en las clases humildes, alcance hoy una cifra elevadísima. El « estraperlo » está a la orden del día y, de una u otra forma, el comercio ilícito disfruta hoy de la sanción oficial. Todo el mundo « nutre » el « marché noir ». Naturalmente, son los poderosos los primeros en fomentarlo. Un kilo de garbanzos cuesta 14 pesetas — lo que cobra al día un obrero especializado del ramo de la construcción —; un kilo de azúcar, 40 pesetas; 60, un litro de aceite en Andalucía, que es la región productora por excelencia, y 60 pesetas una docena de huevos.

Otro de los evadidos es santonero y sus informes no difieren, sino que, más bien, refuerzan lo que manifiestan sus camaradas de viaje.

Todos ellos aseguran que en España el descontento es mayor cada día y, al mismo tiempo, más firme y más enérgica la voluntad del pueblo en hacer posible el derrocamiento de la tiranía. En España — nos afirman — se espera con ansiedad el resultado de la acción del Gobierno de la República en el dominio internacional. Se tiene una positiva confianza en la justicia de las grandes democracias. La constitución del Gobierno Giral suscitó, en el espíritu de los españoles, un aliento; fué algo así como una resurrección para nosotros.

Queremos conservar nuestra fe en las grandes potencias, aunque de todas suertes, cualquiera que fuese el fallo de esa justicia universal, el pueblo español, más identificado que

POESIA Y VERDAD

¿ A qué es debido ?

¡ Ah, sí !

He venido a ver el pájaro en la jaula
y al juez metiendo prisa con su vara,
a los que construyen rejas,
a los que construyen cerrojos,
a los que construyen alambradas
y a los que pegan vidrios verdes en lo alto de las gruesas [tapias.

Pero he venido también a ver a los que tejen cables y mar- [romas largas,
a los que rompen los rosarios y los empalman después [unos con otros para que no se muerda la cola la plegaria...
y a los que construyen canales
y a los que construyen escalas
y a los que tiran en las sombras sondas como las arañas,
sondas profundas y delgadas
hechas con una secreción carnal, metafísica y amarga,
a las que para entenderse de algún modo
los hombres, por ahora, llaman lágrimas.

Y AHORA ME VOY

Y me voy sin haber recibido mi legado,
sin haber habitado mi casa,
sin haber cultivado mi huerto,
sin haber sentido el beso de la siembra y de la luz.
Me voy sin haber dado mi cosecha,
sin haber encendido mi lámpara,
sin haber repartido mi pan....
Me voy sin que me hayas entregado mi hacienda.
Me voy sin haber aprendido más que a gritar y a maldecir,
a pisar bayas y flores....
Me voy sin haber visto el Amor,
con los labios amargos llenos de baba y de blasfemias,
y con los brazos rígidos y erguidos, y los puños cerrados,
[pidiendo justicia fuera del ataúd.

LEON FELIPE.

EXPOSICION DE LA RESISTENCIA EUROPEA EN FRANCIA

Organizada por el « Centre d'Action et Defense des Immigrés » (C.A.D.I.) se va inaugurar el día 1º de diciembre en Burdeos una Exposición de la Resistencia Europea en Francia, a la cual cooperarán distintas entidades adherentes griegas, italianas, polacas, húngaras, búlgaras, checoslovascas, etc., etc.

CICLO DE CONFERENCIAS de orientación socialista

En la sala de la rue Blanche n. 19 (metro Trinité), Société des Ingénieurs Civils de France, se dará una serie de conferencias en el orden siguiente: Sábado día 26 octubre 1946 a las cinco en punto de la tarde, a cargo de D. Angel (Zaragoza Gago, Diputado a Cortes, que disertará sobre el tema:

o querido hacer otros, colocados en circunstancias más favorables — la adversidad acerca a Dios más que la buena fortuna — y desaprovechadas para esa misión. Hay excepciones, claro, entre los capellanes de prisiones, pero son en tan escaso número que confirman la regla.

REDENCION DE PENAS POR EL TRABAJO. — Teóricamente: colección bien intencionada, de normas, ideadas por un jesuita de buena voluntad, hombre cultísimo, con dotes de organizador, el Padre Perez del Pulgar, que se propuso, humanizando la vieja esclavitud, rellenar con el trabajo la ociosidad forzosa de más de un millón de presos políticos, y utilizar los conocimientos y habilidad manual de esos reclusos en beneficio de ellos y sus familias, con provecho para un Estado, regido por un Gobierno, tan ignorante políticamente, que decidió apartar de las actividades ciudadanas a esa cantidad de gentes cuyo trabajo le era indispensable y de cuyo concurso — lo ha comprobado tarde — no le era posible prescindir sin las consecuencias que él y todos, estamos percibiendo y comprobando lamentables.

Esto que va escrito son, en el papel, esas cacareadas disposiciones, pero en la realidad su aplicación — muerto el hombre que comenzó a ponerlas en práctica — se reduce a la rehabilitación de los clásicos procedimientos de trabajos forzados, repugnantes a nuestras conciencias de hombres del siglo XX, que nos angustian leídos y nos asquean vistos o sufridos.

Visitantes, invitados a fines propagandísticos, solo enterados de lo que sobre esos métodos les dicen los propios « cabos de vara », actuales cómitres de las galeras modernas, muestran una bobalicona admiración — haciéndoles el honor de suponer en ellos ignorancia y no malicia — que nuestros enemigos aircan.

Yo les afirmo que ni Concepción Arenal, ni el Coronel Montesinos, ni el propio Padre Perez del Pulgar, aprobarían, en su auténtico y actual funcionamiento, esa seudo-novedad penal de redención de penas por trabajo.

CARLOS MONTILLA.

ñoles han sido acogidos en tierra francesa merced a la generosidad del Gobierno que preside el señor Bidault y gracias a la humanitaria intervención de Mr Rivet, para quien tenemos los españoles un nuevo motivo de reconocimiento.

De «Le Monde Illustré»

Hemos leído con verdadera complacencia en la importante revista «Le Monde Illustré», correspondiente al 21 de septiembre, un interesante reportaje titulado «Où ira l'Espagne?», que es uno de los trabajos periodísticos más serios y documentados que se han escrito sobre la situación de nuestro país.

Bajo el pseudónimo Hispanicus, el autor se ocupa con imparcial objetividad en diversos aspectos de la vida española que conoce por impresión directa, pues visitó España recientemente con falsos documentos de identificación, y nos da referencias muy interesantes sobre el sistema restricti-

vo que impera en la alimentación, sobre el mercado negro, régimen penitenciario, balance de la represión, lucha y propaganda clandestina contra la dictadura, etc., etc., todo ello adecuadamente ilustrado con excelentes grabados. Entre éstos es de particular interés la reproducción fotográfica de algunos números de los periódicos impresos en secreto, cuya difusión da la medida de la hostilidad que existe contra el régimen franquista, y la reproducción de una carta de adhesión que el Caudillo dirigió a Hitler desde El Pardo.

Llamamos la atención a nuestros compatriotas sobre este notable reportaje, en el que no faltan, tras de los datos objetivos, muy atinadas consecuencias lógicas de los mismos, que completan y avaloran el trabajo informativo, por todos conceptos relevante.

Es muy de agradecer el es-

Entoda Andalucía el hambre es espantosa y la crisis de trabajo adquiere proporciones aterradoras. Desde luego, para obtener trabajo es menester exhibir carnet de «ex-combatiente de la cruzada franquista» o de la Falange Española.

INAUGURACION de la «Maison de l'Amérique Latine»

El viernes 18 se celebró, con toda solemnidad, la inauguración de la «Maison de l'Amérique Latine», que ha quedado instalada lujosamente en el 96 de la Avenida de Iena.

A este acto acudió el Presidente del Gobierno francés, Mr. Georges Bidault, quien fué acogido con muestras de vivísima

fuerzo que «Le Monde Illustré» e Hispanicus aportan a nuestra causa y nos complace mucho expresarlo públicamente.

simpatía por todos los concurrentes, entre los cuales figuraban los representantes diplomáticos de las Repúblicas americanas. En nombre del Gobierno español asistieron el Ministro don Manuel de Irujo y el Subsecretario de la Presidencia del Consejo, don José de Benito.

En un brillante discurso el presidente del Comité directivo de la nueva institución, Profesor Mr. Paul Rivet, trazó las líneas generales del programa que la «Maison de l'Amérique Latine» piensa acometer, basado en el noble espíritu de difundir los ideales de fraternidad y de paz que caracterizan la civilización occidental. El señor Rivet, al hacer el ofrecimiento del Centro que se inauguraría, tuvo exquisitas frases de afecto para los españoles, forjadores de esa civilización.

El acto resultó brillantísimo.

tintas entidades adherentes griegas, italianas, polacas, húngaras, búlgaras, checoslovacas, etc., etc.

La Exposición se instalará en el Museo de aquella ciudad, y existe el proyecto de trasladarla luego a distintas localidades de Francia para darla a conocer a toda o la mayor parte del país.

El Gobierno de la República Española, que ha sido requerido especialmente por los organizadores aceptó también gustoso prestar su concurso a esta Exposición de la Resistencia, y para dar la mayor importancia y relieve a su cooperación, requiere a sus compatriotas especialmente y en general de todas las personas simpatizantes, que tengan en su poder objetos, documentos, fotografías y testimonios de cualquier clase que por su interés puedan o deban figurar en la Exposición, que tengan a bien enviarlos a la Secretaría General de Propaganda y Prensa, 35, Avenue Foch, París-16^a, que se hará cargo de ellos para su entrega a los organizadores y para su devolución a los propietarios una vez que la Exposición se dé por terminada.

Cuando se trate de documentos de que, por su especial in-

las cinco en punto de la tarde, a cargo de D. Angel Malaza Gago, Diputado a Cortes, que disertará sobre el tema: «España, problema internacional».

Sábado día 2 de noviembre de 1946, a las cinco en punto de la tarde, a cargo de D. César Rodríguez González, Presidente del Circulo Jaime Vera, que disertará sobre el tema: «Los caminos del socialismo».

Sábado día 9 de noviembre de 1946 a las cinco en punto de la tarde, a cargo de D. Ramón González Peña, ex ministro de la República, que disertará sobre el tema: «La U.G.T. en la República».

El periódico de los españoles en el exilio es siempre «LA NOUVELLE ESPAGNE».

terés personal no quiera desprenderse su propietario, podrá substituir su envío por el de una fotografía suficientemente clara y legible.

Confía el Gobierno en que nuestros compatriotas se darán cuenta sin esfuerzo de la importancia de que España esté lucidamente representada en la Exposición de referencia.

HEMOS visto que la II Conferencia de las Naciones Unidas sobre la Agricultura y la Alimentación, que acaba de celebrarse en Copenhague, no ha adoptado acuerdos concretos para resolver los graves problemas del abastecimiento mundial, que tanto preocupan a los Estados, pero por lo menos ha señalado los caminos a seguir para lograrlo. Y esos caminos tienen para nosotros un alto interés, porque España, país esencialmente agrícola, no puede concurrir con otros Estados, de más perfecta organización económica, en los mercados mundiales, pero puede hacer valer la riqueza de sus productos en un órgano internacional que se preocupa de los intereses generales y no de los particulares de cada nación.

En la Conferencia de Copenhague se ha estudiado el principio de una acción internacional, orientada en estas tres direcciones:

Primero. — Desarrollo de la producción agrícola mundial.
Segundo. — Reparto equitativo de la producción entre todos los habitantes del globo, y

Tercero. — Constitución de stocks o reservas destinadas a regularizar el consumo y a evitar las hambres periódicas.

Nos vamos a permitir examinar, de manera sucinta, la posibilidad de la ejecución de este plan, en cuanto toca a España.

En primer lugar, el plan no es posible en la España de Franco. Basado sobre la Cooperación internacional — si no hubiere una incompatibilidad política —, de hecho, existe una imposibilidad económica: la España de Franco ha fundado su política económica sobre la autarquía. Y aunque quisiera rectificar ahora, se vería imposibilitado de hacerlo, porque, precisamente, las clases directoras en que se apoya Franco se opusieron a la República por su carácter universalista, como se opondrían hoy a ceder ninguno de sus derechos, privilegios e iniciativas a un organismo internacional que prevee, no sólo una intervención en la política agraria de los pueblos, sino en la política económica de los Estados.

Y, sin embargo, los principios que en sus líneas generales no son, ni más ni menos, sino los que informan el programa de la organización cooperativa, son los únicos que pueden salvar la crisis de abastecimientos que atraviesa el mundo, estableciendo un equilibrio entre la producción y el consumo y repartiendo equitativamente las cosas. Y son los únicos que pueden sacar a España del colpo en que se encuentra. Un gobierno republicano los aceptaría en el acto, porque encajaría perfectamente dentro de las normas y de las orientaciones de la constitución actual. En cuanto a su eficacia económica, ahí van unos datos sobre un

ASPECTOS DE LA ORGANIZACION COOPERATIVA

LA PLANIFICACION DE LA AGRICULTURA MUNDIAL

problema concreto de nuestra economía — la producción olivarera —, que demuestran hasta qué punto son paralelas y coincidentes las necesidades del abastecimiento mundial con los problemas planteados en el agro español, en lo que toca a su desarrollo.

Existe en el mundo, desde hace unos cincuenta años, un descenso en la producción de materias grasas, de origen animal y vegetal, y un aumento constante en el consumo. La naturaleza de este déficit será, sin duda, bastante para inclinar al nuevo órgano internacional a buscarle una solución rápida, distribuyendo equitativamente la producción actual e impulsando, al mismo tiempo, su desarrollo.

Recogemos, a continuación, una estadística del volumen de la producción anual de materias grasas, aparecida en la revista «Empire Colt on growing» de 1935, número 4, correspondiente al año de 1934:

Aceite de oliva : 813.000 toneladas.
Capra : 805.168 toneladas.
Algodón : 748.257 toneladas.
Arachide : 601.004 toneladas.
Lino : 492.271 toneladas.
Soja : 350.888 toneladas.
Tornasol : 230.117 toneladas.
Palma : 348.000 toneladas.
Palmera : 203.560 toneladas.
Ricino : 47.407 toneladas.
Madera : 65.000 toneladas.
Colza : 22.445 toneladas.
Sesamo : 16.504 toneladas.
Margarina : 893.366 toneladas.
Mantequilla : 1.583.300 toneladas.
Tocino : 618.875 toneladas.
Sebo : 332.032 toneladas.
Aceite de ballena : 433.653 toneladas.

Antes de la guerra, esta producción se repartía como sigue:
Aceites vegetales : 59.4 por ciento.
Mantequillas : 21.2 por ciento.
Tocino : 10.6 por ciento.
Sebo : 4.2 por ciento.
Aceite de ballena : 2.9 por ciento.
Aceite de pescado : 1.7 por ciento.

España cosecha por sí sola el 70 por ciento de la producción mundial del aceite de oliva. Una política orientada en el aprovechamiento de las verdaderas fuentes de riqueza mundiales, nos daría un primer puesto, en este producto, y nos liberaría de entregar una parte muy considerable de nuestra producción, a otros países, en condiciones desastrosas.

En cuanto a nuestras posibilidades futuras, las mismas estadísticas publicadas por los franquistas reconocen el proceso creciente de nuestro olivar, que en el período 1932-36 tenía estos valores medios, en superficie sembrada y en producción:

Superficie (ha) : 1.903.372.
Producción (q. m.) : 3.525.948.
Producción de aceite de mesa : 238.159

El promedio del valor de la producción del aceite durante el quinquenio de 1931-35 fué de 595.335.000 pesetas, y la exportación alcanzó las siguientes cifras:

1931 : 953.080 (q. m.).
1932 : 599.202 »
1933 : 477.529 »
1934 : 530.255 »
1935 : 667.586 »

La sublevación fascista aniquiló la economía española. Los técnicos fascistas lo reconocen así, sólo que cuando han de referirse a los responsables, hablan de los rojos y no de Franco. No se explica de otra suerte por qué razón hayan de ser los rojos los causantes de que los olivos no hayan producido en Es-

paña, en los años de pleno dominio fascista, sino las cifras siguientes:

1939 : 2.086 (q. m.).
1940 : 2.297 »
1941 : 3.500 »

Todavía, a pesar de estas cosechas catastróficas, exportaron al extranjero 55.724 q. m. en 1939 y alrededor de 50.000 en 1940, según declaran ellos mismos.

Una política internacional para el abastecimiento de todos los habitantes del globo, permitirá a España valorar inmediatamente su riqueza olivarera. Suprimiendo, en primer lugar, los acaparadores de este producto, personajes influyentes que dirigen y dirigieron en España el comercio de exportación — oponiéndose incluso con la sublevación — a una intervención eficaz de la República, y suprimiría asimismo la presencia de países acaparadores que, como Italia, han comprado hasta ahora el aceite español para refinarlo y venderlo a granel en los países consumidores con marcas italianas. Si pudiéramos examinar los nombres de los exportadores de aceite a granel, de nuestro país, desde el comienzo del siglo, nos explicaríamos muchas cosas sucedidas en la política española, y veríamos, sobre todo, quiénes son, en suma, los que se aprovechan de una de nuestras más saneadas fuentes de riqueza.

El complemento de esta obra, en lo exterior, sería la constitución de una organización cooperativa en el interior, encargada de la explotación de esta riqueza; de facilitar los créditos a los pequeños propietarios para hacer frente a las necesidades de laboreo y recolección; de modernizar la industria de elaboración de los aceites y demás productos del olivo, de organizar la distribución en España, con arreglo a las necesidades del país, suprimiendo los intermediarios y de poner en manos de los órganos internacionales de distribución — o de las organizaciones cooperativas en todo caso —, el excedente de su producción al precio justo. Esta organización, liberaría a millares de oliveros de los intermediarios, de los usureros y de los grandes terratenientes, que ejercen una dictadura feudal sobre ellos, condenándolos a la miseria. Fueron estos intermediarios y terratenientes los que se alzaron contra la República y los que financiaron el «glorioso movimiento», gracias al cual el pueblo español, que pagaba el aceite a dos pesetas en los años más difíciles de la República, lo paga hoy a cincuenta pesetas en el mercado negro, cuando lo encuentra... a pesar de que los agricultores que lo producen siguen, como siempre, muriéndose de hambre...

Rodolfo VÍÑAS

NOTICIAS Y COMENTARIOS

¿El cardenal Pla y Daniel a los Estados Unidos?

Noticias de agencias han dado a conocer que Monseñor Spellmann, el activo prelado norteamericano, cuyos viajes por Europa han despertado siempre vivo interés político, ha invitado al cardenal Pla y Deniel, Primado de España, a visitar los Estados Unidos en fecha coincidente con la reunión de la O. N. U. en Nueva York. El pretexto oficial de la visita de Pla y Deniel sería el asistir a un Congreso Eucarístico en Boston. Sin embargo, resulta a todas luces « anormal » que una personalidad de las características del Primado de España se traslade a

Estados Unidos con el único objeto de asistir a un Congreso.

Todos los indicios que reflejan las noticias de diversas agencias extranjeras denotan la inquietud que cunde en los propios círculos del régimen ante la próxima reunión de la ONU. Se dice, por ejemplo, que en la última reunión del Consejo de Ministros, surgieron discusiones muy vivas en torno a la gestión de Martín Artajo, el cual, como es sabido, es un instrumento de la política vaticanista, y otros elementos del Gobierno franquista.

Fallecimiento

de un compatriota distinguido

En Cuba, donde se encontraba desterrado, falleció hace días el médico D. José Barbeito, presidente del Comité de Izquierda Republicana de La Coruña y persona muy destacada y bien querida entre los elementos populares de aquella ciudad y entre los gallegos expatriados.

El Sr. Barbeito — Pepe Barbeito, como todo el mundo le llamaba — era un notable

cirujano y un hombre modesto y bueno, cuya forzosa expatriación privó a las clases menesterosas coruñesas de un protector y de un amigo siempre dispuesto a servirles desinteresadamente.

Con sincera pena registramos la desaparición de este excelente republicano. Un nuevo nombre que añadir a la triste relación de los que ya no volverán a España.

NUEVAS CONDENAS CONTRA REPUBLICANOS ESPAÑOLES

MADRID. — El Consejo de Guerra de Alcalá de Henares ha condenado a Isabel Sanz Toledano a 20 años de cárcel. Se sabe que el procurador general había pedido para ella la pena de muerte. Gabriel Aguilera contra quien se había pedido la pena de 30 años de cárcel ha sido condenado a 20 años de la misma pena. Soledad Ruiz ha sido condenada a 12 años de cárcel.

Los demás inculcados se han visto atribuir penas de 12 a 6 años de cárcel.

El soldado Santis y el indus-

ARTICLE DE NOEL BAKER

(Suite de la première page).

seule manière d'ébranler l'écrasante puissance physique du régime, — si nous écartons l'intervention armée de l'extérieur — c'est de l'isoler ou de neutraliser quelques uns de ces éléments notamment dans l'armée, laquelle collabore avec lui.

Celle-ci est une des gênantes réalités que la pratique nous offre dans le véritable problème de déplacer le fascisme espagnol. Au cours de mon séjour en Espagne, j'ai pu m'apercevoir que les républicains de l'intérieur le considèrent justement ainsi.

3.° Le renversement de Franco constitue la moitié — probablement la plus réalisable — du problème espagnol. Avant de forcer le changement, les républicains espagnols et leurs amis de l'étranger, ont besoin de savoir le plus exactement possible comment sera administrée et gouvernée l'Espagne pendant la période de

transition entre la dictature et la démocratie parlementaire. L'importance de ce fait a été largement démontrée à plusieurs reprises par les difficultés qui ont surgies dans nos différents pays alliés de l'Europe après la libération.

Le Secrétaire des Affaires Etrangères, à l'occasion de la conférence d'été à Bourne-mout, avait indiqué qu'il s'était tracé un plan, dont il ne pouvait rendre publics les détails, pour libérer l'Espagne. Lors de mon séjour dans le pays, je n'ai pu trouver de preuve qui montre qu'on soit en train de porter ce plan à la pratique. Mais le jour où le Gouvernement britannique se décidera, à la fin, de prendre une initiative dans le problème espagnol, il faudra agir suivant un plan soigneusement établi. Car les gestes isolés, qu'il soient d'ordre diplomatique ou d'ordre économique, n'ont aucun sens.

Nous avons besoin actuelle-

ment d'une politique qui coordonne à la fois la pression sur les éléments qui sont disposés à abandonner Franco — une fois qu'ils seront convaincus que les alliés sont réellement résolus à les faire partir — et l'encouragement aux forces d'opposition dans leurs efforts pour s'organiser et s'unir.

La pression pourrait adopter la forme d'une série de mesures de caractère pratique, en commençant, peut-être, par un avertissement final solennel qu'il est dans les intentions des alliés de mettre un terme au régime franquiste. Cet avertissement serait suivi d'une intense avalanche de propagande, et, puis, d'un programme de sanctions économiques progressivement plus fort. L'unité du gouvernement franquiste et de l'armée commencerait bientôt à se briser et à s'effriter — comme auparavant —, soumise à un traitement semblable.

En même temps, notre aide

aux forces démocratiques devrait s'étendre, en plus de l'activité diplomatique à l'intérieur de l'Espagne, par l'établissement de contacts avec les républicains en exil, et en appuyant — même s'il ne s'agit là que d'une orientation ou de conseils — les organisations de la résistance.

Le 23 Octobre, le problème espagnol sera présenté devant l'Assemblée des Nations Unies. Il faut attendre que les délégués britanniques apporteront là une nouvelle contribution de ton positif à la discussion. Car le rétablissement de la démocratie espagnole est devenu un devoir politique inéluctable (a political « must ») pour le Gouvernement travailliste anglais.

Je suis convaincu, surtout après ma visite à l'Espagne, que nous pourrions l'obtenir avec un peu d'énergie et une initiative bien canalisée.

« Tribune », 18-10-46.

Los presos republicanos denuncian a un grupo de periodistas extranjeros los malos tratos de que son víctimas

El periódico de París « Ce Soir » publica un artículo del Sr. Ted Alen, norteamericano que acaba de visitar España. Este relata el siguiente episodio :

Con motivo de la visita efectuada por varios periodistas extranjeros a un presidio de la España franquista, el director de este establecimiento hizo formar a los presos en el patio e incitó a los visitantes a hacer preguntas a los presos, convencido de que éstos no se atreverían a quejarse, por miedo a sus represalias. Los periodistas hicieron preguntas a los presos y uno de éstos se adelantó y les explicó el horrible régimen

guardianes) me van a moler a palos. Pero así saben Vdes. la verdad de lo que hay ».

Todos los presos se solidarizaron con su valiente camarada.

Los periodistas salieron impresionados de la decisión del preso.

EL CENTRO GALLEGO DE CUBA

El Centro Gallego de Cuba ha dirigido un cable a Franco reclamando sean respetadas las vidas de los heroicos antifascistas Uriarte y García Raza, detenidos en Gijón y sometidos a bárbaras torturas.

PUNTUALIZANDO:

Una respuesta

Como contestación a una carta de D. Rodolfo Llopis, publicada en « El Socialista » del 19 del corriente y dirigida al Ministro de Gobernación, Sr. Torres Campañá, nos envía éste la siguiente respuesta que nos complacemos en insertar :

París, 19 de octubre de 1946.
Sr. D. RODOLFO LLOPIS.

Querido amigo :
Como excepción, por tratarse de ti, hago pública una respuesta a tus sueltos periodísticos, cuyos tonos desagradables nu-

origen de la noticia ; el Ministro de tu Partido será informado oportunamente.

Pongo especial cuidado en que no se haga política de Partido en mi Departamento, y mucho menos, política « contra » nadie. De ello soy garante ante el Gobierno en pleno, ante el

EL ANIVERSARIO DE COMPANYS

(Viene de la primera página).

Para reconstruir el puente de las almas entre Cataluña y los demás pueblos de la gran comunidad hispánica, decimos a los catalanes : « quienes sacrificaron a vuestro Companys, que también es nuestro, para poder hacerlo, habían inmolido antes a la misma España. Ella fué la primera víctima ; las demás vinieron por añadidura. Odiar, pues, a España, por la muerte de Companys, sería participar sin saberlo del mismo espíritu incomprensivo, inhumano, incivil y arbitrario de sus verdugos ».

Decimos a los demás pueblos de España : « Luis Companys, personificación mártir y símbolo de Cataluña, era precisa-

mente, por sus ideas y por sus sentimientos, el más español y el más españolista de todos los catalanes. Glorificando su memoria, al mismo tiempo que se repara la tremenda iniquidad que ha sido perpetrada contra el pueblo a quien antes representaba y ahora simboliza, se rinde culto a un hombre cuya misión habría sido rememorar a Cataluña en la Gran Patria hispánica que, para ser ella misma, quiere y necesita que SE SEAN A SI MISMOS los elementos morales e históricos de cuya aleación, en el crisol de los siglos, se formó ese metal consistente, buril que talló mundos, cincel que esculpió naciones, que se llama ESPAÑA.

Una velada de « MOSAICOS ESPAÑOLES »

En la sala de « Sociétés Savantes », se ha celebrado, con gran brillantez, la velada organizada por el Cuadro artístico de « Mosaicos Españoles ».

Se puso en escena el sainete cómico de Ramos Martín « La Afición ». La gran actriz de carácter Carmen Losada, que durante tantos años fué figura destacada en la compañía de Loreto-Chicote, se prestó generosamente a colaborar con este meritorio Cuadro artístico e interpretó, con su garbo habitual, el papel central de la obra. En

esta interpretación descollaron también Sánchez Miralles — quien se reveló como un consumado artista —, Vivancos y José Torres. En « Las Hormigas rojas », el gran drama social que completó el programa de la velada, el público aplaudió con entusiasmo a José Arolas, Antonio Ponce, Angel Lalsala, Amparo González, Vivancos y Torres.

En suma, la velada fué un gran éxito del que pueden sentirse satisfechos sus organizadores.

DIRECCIONES OFICIALES DEL GOBIERNO DE LA REPUBLICA

Presidencia de la República : 112 & 114, Avenue Raymond Poincaré. — París XVI. Teléfono : Kléber 12-14.

Presidencia del Consejo : Servicio de Propaganda y Prensa, Ministerio de Estado, Ministerio de Hacienda y Ministerio de Instrucción Pública : 35, Avenue Foch. — París XVI. Teléfono : Kléber 13-54.

Ministerio de Gobernación y Defensa Nacional : 10, rue Pyramides. Teléfono : Opera 84-90.

Ministerio de Industria y Comercio : 11, Avenue Marceau. — París XVI. Teléfono :

ACTUALITE MONDIALE

(Suite de la première page)

mée et ses forces répressives, qui sont à la base de sa survie.

L'Espagne a exporté en 1945 pour un total de 45 millions de dollars en produits alimentaires, vins et médicaments à destination des Etats-Unis, et pour 141 millions de pesetas à destination de la Grande-Bretagne.

Nos services d'information aux Etats-Unis ont diffusé dans ce pays la statistique détaillée de ces chiffres. Les hommes politiques anglais qui désirent aider le peuple espagnol — et nous croyons que ce désir est sincère — feraient

APOSTILLAS

LAS CAMISAS DEL PUEBLO FELIZ

El general Franco pronunció un discurso con motivo de la inauguración de unas casas baratas en Palencia. Habló de la necesidad de mejorar las condiciones de vida del pueblo, y dijo entre otras cosas :
— Cada obrero español debe tener tres camisas de repuesto.

Suponiendo que no haya hablado en términos simbólicos para insinuar que, además de la camisa azul de la Falange, conviene a todo ciudadano tener otras de diversos tonos a fin de ir preparando el tránsito a la camisa blanca y limpia de la democracia aséptica, que será la definitiva, y dando a sus palabras un sentido literal, hay que confesar que no es muy ambiciosa la aspiración del Caudillo. Confirma, más bien, cuanto un día y otro venimos diciendo acerca de lo mezquino del vivir de las clases modestas en España, esto de que se exponga públicamente como desiderátum de un pueblo venturoso el que cada obrero tenga un repuesto de tres camisas.

No es mucho, porque en los tiempos en que sin ser una Arcadia era el nuestro un país habitable, cualquier honrado menestral no disipador de sus jornales, tipo Julián el de la "Verbena de la Paloma", podía permitirse el modesto lujo de la media docena de camisas en buen uso.

De todos modos es muy expuesto a error el juzgar de la felicidad por el número de camisas. Un viejo y conocido apólogo nos refiere que, precisamente, el hombre feliz no tenía camisa. A lo mejor, lo que es verdad para los hombres lo es también para los pueblos. Y puede darse — ¿por qué no? — un pueblo que, como el hombre feliz del apólogo, sea dichoso sin camisa, porque como aquél tiene libertad e independencia plenas, sin sombra de opresión ni hipotecas sobre su dignidad.

Lo cual no quiere decir que prediquemos una felicidad descamisada o sans-culotte, sino que entendemos y ampliamos la consecuencia moral de la antigua fábula.

Por nuestra parte preferimos la felicidad con camisa — ni vieja, ni azul, ni negra, ni parda —. Blanca, nitida y bien planchada. "Democracia y camisa limpia" es nuestro lema.

Y en cuanto a si las camisas de repuesto han de ser tres, seis o una docena, no entremos en pequeños detalles de ama de casa, señor Caudillo. Restituyase al pueblo su libertad, su independencia, el ejercicio de sus derechos democráticos — la República, en suma — y las camisas, no tres, sino todas las que necesite, se le darán de añadidura.

Esta, esta es la moraleja del nuevo apólogo del pueblo feliz. Y eso de andar por ahí con cominerías, limitando el repuesto de mudas del ciudadano español es, sencillamente, meterse en camisa de once varas.

MARIA TERESA TORAL
condenada a dos años de cárcel en
ALCALA DE HENARES

El proceso que se ha efectuado el día 18 de octubre en Alcalá de Henares, ha sido uno de los más importantes de los últimos meses. Incluso los dientes que le habian roto los falangistas durante los palizas...

HAMBRE Y PERSECUCION EN ESPAÑA

A PESAR DE LAS MEDIDAS REPRESIVAS DEL FRANQUISMO, EL PUEBLO ESPAÑOL SE MANIFIESTA CONTRA LOS ESPECULADORES

La carestía de la vida en España aumenta cada día y constituye un motivo más de malestar. Mientras las clases humildes se mueren de hambre, militares y falangistas en amigable consorcio, siguen dedicados a los negocios más lucrativos, especulando del modo más vergonzoso con los productos de primera necesidad.

A pesar de la represión, que es intensísima, el descontento general se manifiesta públicamente, sobre todo en los barrios populares.

Noticias recientes nos anuncian que la policía de Franco ha abierto fuego contra la población madrileña del barrio obrero de Vallecas, cuando se manifestaba contra los especuladores. No se tienen aún informaciones concretas, pero se sabe que los franquistas intentan restar importancia a estos disturbios.

Se teme haya habido numerosas víctimas. No obstante, cada día centenares de personas se mueren de inanición. La especulación y el mercado negro protegidos oficialmente han tomado proporciones gigantescas. Jamás el pueblo español ha sufrido tanto.

En el mercado, los artículos alimenticios no se encuentran más que raramente. Tan pronto como las Comisiones Oficiales de Abastos fijan la tasa de

venta, los productos desaparecen como por ensalmo pasando a formar parte del « estraperlo ». Nada es posible adquirir al precio oficial, salvo el « riquísimo » aceite de coco que nadie quiere ni regalado. Y esta no es una opinión formulada por adversarios del franquismo, sino expresada por un periódico del régimen tan caracterizado como « Diario Vasco », de San Sebastián, el cual se lamenta de que desde el día en que el titulado « Gobernador civil » de Guipúzcoa fijó en 3,50 pesetas el kilo de plátanos no ha vuelto a verse uno en toda la provincia y agrega :

« En efecto, no se ve un plátano ni para muestra. Como tampoco se ve una chuleta, aunque esto no quiere decir que no se sirvan a domicilio o

en restaurantes... Como tampoco se ve merluza... No se ven tantos artículos que, indudablemente, existen, o mienten los privilegiados que, para hacernos la boca agua, nos dicen : « Hemos comido un « entre-côte » que daba gloria y una colita de merluza deliciosa. »

Sin embargo, mientras los trabajadores y los funcionarios modestos no comen, en los hoteles y restaurantes no falta nada, porque, como dice el periódico « Unidad », « los hoteles y los restaurantes (que, en fin de cuentas, pueden pagar lo que sea por cada artículo, porque luego todo se reduce a cobrarlo a aquellos a quienes sus medios económicos les permiten frecuentarlos) son por esa razón los mejores clientes del estraperlo. »

Las patatas se venden en el « mercado negro » a 5 pesetas el kilo, a pesar de que su precio oficial es cinco veces menor. La carne está anunciada oficialmente a 22 pesetas el kilo, pero quien quiera comer carne ha de pagarla a un precio no inferior a 40 pesetas, es decir, casi el doble de su precio de tasa y en cuanto al aceite de oliva éste se ha llegado a pagar en algunas provincias a 125 pesetas el litro.

Sobre este tema, « Pueblo » de Madrid, tiene forzosamente que decir :

« Cuando alguna noticia de provincias nos anuncia que se observan síntomas de abaratamiento porque algún género aislado haya sufrido una circunstancial baja, anticipamos nuestro escepticismo. Bajan un día en Albacete las acelgas

o la fruta. ¿ Y qué ?, es nuestra exclamación interrogativa. Es estimable, sí. Pero abaratar la vida no es esto sólo. Abaratar la vida es poder echarse a la calle con un par de duros y tener la convicción de que estamos respaldados. Ahora hay que echarse veinte — el que los tenga, claro es —, y tampoco se va seguro. »

No queremos, porque no es necesario, hacer un comentario sobre tan trágica situación. Establécese comparación con otras épocas ; hágase un cálculo del jornal de un obrero o del sueldo de un empleado en relación con el precio de los artículos que le son indispensables para vivir. Es cierto que el coste de las subsistencias ha sufrido alza en todo el mundo, pero también lo es que los salarios han sido elevados en una proporción más justa y más humana que en la España de Franco.

La situación aparece resumida por el « Diario Vasco » en la odisea de un ciudadano que desde que se levanta tropieza con todo género de imposibilidades, empezando por la de lavarse. El citado periódico termina diciendo :

« Nuestro amigo, hombre muy paciente y ecuaníme, nos contaba con amargura su odisea. Ni agua, ni luz, ni carne, ni café, ni azúcar, ni plátanos, ni cerveza... Estaba dispuesto a darse un atracón de aceite de coco.

« Cuando le expresamos nuestro asombro por este propósito, nos contestó :

« — Sí. Un atracón de aceite de coco ; a ver si así se acaba pronto ».

EL TERROR FRANQUISTA CONTRA LAS MUJERES ESPAÑOLAS

En un número anterior de « Nouvelle Espagne », hemos publicado una lista de casos de torturas y malos tratos cometidos por los falangistas contra mujeres españolas detenidas, que sabemos han producido gran impresión, tanto en los medios de la emigración, como en el orden internacional.

Publicamos hoy una lista de mujeres, que se encuentran presas, sometidas a torturas, amenazadas de muerte o de otras duras condenas, víctimas todas ellas del franquismo, en diversos lugares de España.

Consuelo Alonso, detenida por su actividad en la organización de la J. S. U. de Madrid. Ha

sido ejecutados por haber servido en el Ejército de la República. Su marido está detenido desde 1939. Jamás ha tenido ninguna actuación política.

Pura de la Aldea. Encarcelada en Barcelona. Era una enfermera durante la guerra.

Enriqueta Otero Blanco. Ha sido condenada a prisión perpetua y se encuentra actualmente en la cárcel de La Coruña.

Nicolasa Blas Santamaría. Ha sido víctima de torturas tan espantosas que se ha vuelto casi ciega. A su llegada a la cárcel tenía síntomas igualmente de locura y no podía andar.

LA CARCEL DE MUJERES de VENTAS

Publicamos esta breve descripción de las condiciones existentes en la cárcel de mujeres de Ventas, recibida directamente de la resistencia inte-

dos únicas pilas para el lavado de ropa. La alimentación consiste en un vaso de malta aguada por la mañana temprano. A las once y media una es-

LA BELGIQUE ACCUSE Franco devant le Conseil de Sécurité de l'O. N. U.

NEW YORK (jeudi 17 octobre). — Le correspondant du « Daily Mail » communique que le gouvernement belge est disposé à accuser l'Espagne — il s'agit, bien entendu, du gouvernement fasciste qui opprime le pays — devant le Conseil de Sécurité, de protéger en secret Léon Degrelle, fugitif réxiste que les Belges voudraient faire comparaître devant les tribunaux de justice de leur pays. La nouvelle est con-

firmée par la lettre du 9 septembre que l'Ambassadeur de Belgique à Washington, Baron de Silvercruys, a envoyé au Secrétaire Général des Nations Unies, M. Trygve Lie, le priant de donner cours à la note de son gouvernement de l'attitude de l'Espagne envers Degrelle. Cette plainte avait été, en réalité, déposée le 9 septembre, mais le gouvernement belge vient seulement d'en autoriser la publication.

COMPLICITE du Gouvernement franquiste dans le cas Degrelle

La note affirme que le Gouvernement belge avait envoyé, en mai 1946, un memorandum au Conseil de Sécurité concernant le cas du « traître Léon Degrelle ». L'affaire s'est récemment compliquée dans le sens que « le gouvernement belge considère opportun de soumettre le cas devant l'O.N.U. laquelle devra enquêter à cette occasion sur le problème espagnol ».

« Le 22 août dernier — poursuit la note — le Chargé d'Affaires belge à Madrid reçut une notification suivant laquelle on avait prié la veille Degrelle d'abandonner l'Espagne dans un délai de huit jours et qu'il avait été soumis à une vigilance spéciale ».

« Le 24 du même mois, on

notifia au dit Chargé d'Affaires que Degrelle avait obéi à l'ordre qu'il avait regu, dans la nuit du 21 au 22 août ».

« Malgré toutes les réclamations qui ont été formulées, le gouvernement franquiste se refuse à donner des détails sur la disparition de Degrelle et ne veut pas déclarer par quelle frontière et grâce à quels moyens Degrelle a quitté l'Espagne. Ces faits justifient la présomption que Degrelle n'a pas quitté ce pays et qu'il s'y cache avec le consentement des autorités espagnoles.

Le silence persistant de la part du Gouvernement espagnol ne peut être considéré que comme un aveu de sa complicité avec le traître belge. »

FRANCO CONSTITUE UNE MENACE POUR LA PAIX DU MONDE

« En tout cas, cette conduite révèle clairement l'intention du gouvernement espagnol de protéger la fuite de Degrelle et d'empêcher son arrestation par la police belge. »

« L'aide accordée à Degrelle publiquement et officiellement fournit un nouvel exemple de l'ambiguïté dont le gouvernement

leurs crimes politiques et des délits communs qu'ils ont commis. »

La lettre conclut en affirmant que le gouvernement belge considère que la complicité du gouvernement espagnol avec le traître Léon Degrelle, qui pendant la guerre a été un agent des renseignements de l'axe,

El proceso que se ha efectuado el día 18 de octubre en Alcalá de Henares, ha sido una nueva demostración de cómo, por la movilización de las fuerzas democráticas en todo el mundo, es posible hacer retroceder el terror franquista y salvar las vidas de antifascistas españoles amenazados.

Dicho proceso se desarrolló en presencia de personas del mundo diplomático inglesas, norteamericanas y francesas.

Pero sobre todo, antes del proceso, se había levantado en todo el mundo una poderosa campaña en torno a los peligros que se cernían sobre María Teresa Toral, por el mero « delito » de haber permanecido fiel a sus ideales democráticos y republicanos.

En el curso del proceso, con una valentía admirable, María Teresa Toral denunció públicamente los malos tratos de que había sido víctima, enseñando

incluso los dientes que le habían roto los falangistas durante las palizas.

El presidente del Tribunal franquista intentó hacer callar la voz acusatoria de María Teresa Toral, amenazándola con un nuevo proceso. Pero ella siguió adelante en sus declaraciones, que causaron enorme impresión entre todos los asistentes.

Habiendo pedido el Fiscal una condena de 30 años, el Tribunal pronunció una de dos años contra María Teresa Toral.

Es evidente, sin embargo, que la vida de María Teresa Toral no puede considerarse que esté a salvo, mientras siga en las mazmorras fascistas, bajo el peligro de que los criminales falangistas quieran vengarse de su heroica actitud ante el Tribunal.

IMPRIMERIE S.P.I.
4, rue Saulnier, PARIS 9.

Consuelo Alonso, detenida por su actividad en la organización de la J. S. U. de Madrid. Ha sido torturada de manera salvaje. Se encuentra actualmente en la Cárcel de Ventas.

Isabel Torralba. En la cárcel de Ventas. Según las últimas noticias recibidas, se ha vuelto loca a consecuencia de los suplicios que ha sufrido.

Valentina García. Ha sido detenida con un grupo de ocho antifascistas y está siendo brutalmente torturada en la cárcel de Gijón.

Antonia Sánchez. Fué detenida y torturada con tal salvajismo, que se volvió loca. Fué enviada durante largo tiempo a un asilo, y ahora se encuentra en la cárcel de Ventas.

Juanita Corzo. Ha sido condenada a muerte y se encuentra en la cárcel de Mujeres de Málaga.

Alicia Sánchez. Se encuentra en la Cárcel de Mujeres de Barcelona. Sus dos hijos han

tan espantosas que se ha vuelto casi ciega. A su llegada a la cárcel tenía síntomas igualmente de locura y no podía andar.

Martina Beodia. Ha sido torturada por el método hitleriano de las corrientes eléctricas.

Nieves Calleja. Sometida a torturas espantosas, tales como haberla hecho varios cortes en el cuerpo, echando luego vinagre a las heridas, y haber sido obligada a correr a latigazos, mientras se reían los falangistas.

Asubción Fuentes, Pura de Pablo, Cándida Galán, Pura Aznar, se encuentran condenadas a prisión perpetua en la Cárcel de Mujeres de Málaga.

Estos datos no son más que un reflejo muy parcial del terror que sufren las mujeres españolas. Son, sin embargo, suficientes para demostrar al mundo que Franco está continuando en España los mismos crímenes hitlerianos que han estremecido la conciencia del mundo.

« La última información — rigurosamente controlada — que se tiene de esta prisión, registraba una población penal de 1.025 reclusas, de ellas 700 acusadas de delitos políticos. Esa cifra ha aumentado como consecuencia de la intensificación de las medidas represivas. Las presas son encerradas en celdas de tres metros cuadrados y en cada celda ponen a cinco mujeres. Unos colchones de paja, extendidos en el suelo es todo cuanto contienen las celdas. Carecen de las ropas más elementales y las que no pueden recibir las de sus familias no tienen medio alguno de proporcionárselas. No existen condiciones sanitarias ni higiénicas, ni duchas, ni agua corriente en los ocho únicos lavabos que existen para las 1.025 mujeres. Existen

la policía belga. »
« L'aide accordée à Degrelle du gouvernement espagnol avec le traître Léon Degrelle, qui pendant la guerre a été un agent des puissances de l'axe, est de nature à provoquer en Europe des troubles réels et à menacer la sécurité des nations démocratiques victorieuses. »

EL SENADO DE CUBA SE PRONUNCIA UNANIMEMENTE POR LA REPATRIACION DE SANTIAGO ALVAREZ

En la sesión celebrada por el senado de Cuba el 14 de octubre, se presentó una moción por el senador Elio Fileno de Cárdenas, demandando la repatriación de Santiago Alvarez, el conocido dirigente republicano español, miembro destacado del Partido Comunista, preso en la cárcel de Logroño. Unánimemente, esta moción fué aprobada. En ella se reco-

mienda concretamente al Presidente de la República, que tome todas las medidas para poder expatriar a Santiago Alvarez. Esta decisión unánime del Senado de Cuba tiene un gran valor, y representa una verdadera manifestación de solidaridad con la causa republicana española.

ont servi plus de dix-huit mois dans la campagne de l'Espagne Nationale.

L'Espagne Nationale, en effectuant cette retraite substantielle de volontaires, contribue d'une façon efficace à la consolidation des relations internationales, donnant en même temps satisfaction au désir exprimé par le Comité de Non Intervention à ce sujet. »

Gibraltar. — Suivant des nouvelles rapportées par des voyageurs venant de Séville, on a débarqué à Cadix le 5 du mois en cours (Novembre 1938) deux cents voitures automobiles italiennes pour aider au transport des volontaires italiens que le gouvernement de Burgos a décidé de rapatrier.

La nouvelle a été mise en demeure en attendant sa confirmation.

« Nous savions bien que le Gouvernement National avait pris l'accord, il y a quelque temps, de rapatrier des volontaires italiens ; nous le savions mais nous attendions précisément ce moment où il n'est plus un secret pour personne l'existence d'un tel accord, mais nous n'en avons pas fait de commentaire.

Depuis que Negrin, à la vue des conversations Hitler-Chamberlain, avait dit à Genève qu'il envisageait le retrait de volontaires, alors que les plans pervers de la horde rouge étaient sur le point d'échouer, notre invincible Caudillo, avec un geste de sécurité admirable, sans aucune réserve, généreusement, comme il convient à son grand cœur, a dit qu'il était prêt à retirer des volontaires et qu'il a toujours été prêt à le faire ; mais qu'il n'était pas juste que les rouges, en se servant de ruses et de fausses cartes de nationalité, firent un semblant de retraite.

Et nous voulons faire remarquer une fois de plus au monde que si nous avons accepté ces glorieux volontaires, qui venaient joindre leur effort au nôtre, ce fut parce que les rouges avaient engagé à l'étranger des milliers et des milliers d'hommes de diverses nationalités pour former les brigades internationales. En cas contraire, la guerre aurait déjà pris fin avec notre retentissante victoire, laquelle, bien qu'ajournée

Afin d'être à nouveau, l'Espagne devra nécessairement se regarder dans la mer, elle devra se rappeler que, du point de vue historique, géographique et impérial, ses chemins ont été et devront être des chemins marins. Elle devra porter cette conviction aux plateaux, aux plaines, aux montagnes ; elle devra réveiller dans l'homme de l'intérieur la curiosité de chercher des missions de l'autre côté des mers.

Au moment où l'Espagne efface, d'un coup d'éponge, trois siècles de son histoire, la Phalange s'est aperçue que pour qu'une destinée soit impériale, elle doit être nécessairement maritime. Elle s'est aperçue également de l'énorme responsabilité contractée au cas où elle ne se jetterait pas dans les bras de la mer, qui constitue le chemin qui conduit aux sommets de l'Histoire.

Et il faut aller vers la mer, décidés à devenir, là aussi, puissance de premier ordre. On pourra ainsi seulement défendre avec la « dialectique de nos canons » la raison impériale de la nouvelle Espagne. Et c'est seulement ainsi que nous pourrions avoir du commerce, en appuyant avec notre flotte les conditions privilégiées de notre économie.

Et ce sera de même sur mer que dans les airs. Car s'il est vrai que « tous les chemins mènent à Rome », par contre pour aller à un Madrid impérial et espagnol il y a seulement trois chemins : la terre, la mer et les airs. »

XIII. — Chefferie Nationale

(Décret du 31 Juillet 1939, Bulletin Officiel du 4 Août).

STATUTS DE LA PHALANGE ESPAGNOLE

Dans les Statuts de la Phalange, approuvés par mon Décret du 4 Août 1937, on prévoit les modifications qui, dans la constitution et fonctionnement de ses organismes, devaient produire la conclusion de la guerre et le retour à la paix. Avec d'autres modifications que l'expérience

gne à tout moment son indépendance et le rang mondial qui lui revient. Nous rendrons aux armées de terre, de mer et de l'air toute la dignité publique qu'elles méritent et nous ferons qu'à son image, un sentiment militaire de la vie informe toute l'existence espagnole.

L'Espagne doit être à nouveau. Mais pour l'obtenir, elle a un besoin impérieux d'être forte militairement sur terre, sur mer et dans les airs. Considérant que c'est par la violence où finissent et se résolvent en définitive les discussions au point de vue international, il faut que nous soyons prêts pour, tout en nous trouvant du côté des bonnes raisons, organiser en tout moment la violence à un degré suffisant pour apporter le triomphe pratique à notre raison théorique. C'est seulement ainsi, étant capables de défendre, les armes à la main, la vérité de nos raisons, que nous pourrions être indépendants et dirigeants dans la sphère de l'hispanité.

Nous ferons une armée qui ait de la dignité, car dignité veut dire hiérarchie, la sienne, celle qui lui correspond en tant que bras armé toujours prêt à se livrer à la noble mission de porter avec ses armes la justice de nos désirs jusqu'ou il serait nécessaire.

Nous ferons également que cette dignité propre se reflète dans les secteurs civils de telle façon que son honneur soit l'honneur national, et que le respect vers elle soit la reconnaissance de tout un peuple vers celui qui le représente le mieux.

Nous ferons à son image que la vie espagnole se rende digne en prenant un sens militaire présidé par l'honneur et le courage, principales vertus guerrières, car ce n'est pas en vain que notre façon d'agir est essentiellement militante.

L'Espagne cherchera à nouveau sa gloire et sa richesse sur les routes de la mer. L'Espagne doit aspirer à devenir une grande puissance maritime pour le danger et pour le commerce.

Nous exigeons pour notre patrie une hiérarchie semblable en ce qui concerne les flottes maritimes et les routes de l'air.

à cause des étrangers, n'est pas moins sûre lorsque ceux-ci seront partis. Car Franco se suffit de ses hommes pour vaincre, et nous ne disons pas ceci pour démeriter ceux qui nous ont si courageusement aidés. L'Espagne n'oubliera pas le geste des volontaires italiens, qui mêlèrent leur sang au nôtre et leur héroïsme au nôtre pour rendre profonde notre fraternité. Mais cette guerre, bornée à l'effort des deux côtés en lutte, l'Espagne authentique et l'Espagne vendue à Moscou, aura très bientôt une issue.

En quittant l'Espagne, les volontaires qui, par accord de notre gouvernement, vont être rapatriés, notre bras en haut les salue avec l'émotion de les savoir unis à nos enthousiasmes ; et, surtout, il reste là, où se trouvent les meilleurs, une garde sans relève, éternelle, qui doit nous rappeler en tout moment la fraternité de l'Italie ; dans nos champs quelques cimetières où reposent à côté de nos morts, ceux des légionnaires tombés ; un autre symbole de fraternité en face duquel nous dresserons l'autel des Faisceaux. »

XI. — Paroles du Duce aux Espagnols

« Excellence : Il m'est spécialement agréable de vous souhaiter la bienvenue en mon nom ainsi qu'au nom du gouvernement fasciste et de saluer en vous le représentant de cette Espagne héroïque et victorieuse vers qui s'est adressée et s'adresse en tout moment la sympathie affectueuse du peuple italien.

« Les sentiments de solidarité fraternelle qui unissent la nation italienne et la nation espagnole ont été gagnés sans équivoque par notre jeunesse, qui est allé combattre sous vos glorieux drapeaux. L'Italie fasciste avait vu depuis le commencement de votre soulèvement que la lutte qui s'était engagée en Espagne constituait une épreuve décisive pour son avenir et pour sa grandeur ainsi que pour le sort de l'Europe et de sa civilisation. Pour cette raison, nous n'avons pas douté un seul moment de vous accorder ou-